

MANIFESTE POUR UN PLAN EUROPÉEN POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ice@pressefederaliste.eu

Après cinq années, la grave crise que l'Europe est en train de traverser n'a pas été dépassée. L'euro, pilier du marché unique, n'est pas encore en sécurité. Le risque d'une renationalisation des politiques économiques, désastreuse pour l'économie et pour le bien-être de chacun des pays de l'Union, aucun n'étant exclu, est un risque grave et réel.

La rigueur budgétaire sur laquelle les gouvernements ont misé, même si elle était nécessaire pour affronter la crise de la dette, en comprimant excessivement sa réalisation dans le temps, a eu pour effet d'aggraver la spirale dépressive, compromettant ainsi l'objectif-même du redressement. Il faut penser en termes nouveaux. A côté de l'achèvement du marché unique, spécialement dans le secteur fondamental des services, on doit désormais d'urgence mettre la main à un Plan extraordinaire qui fasse repartir le développement. Un développement durable, fondé sur la réalisation d'infrastructures européennes, sur les nouvelles technologies, sur les nouvelles sources d'énergie, sur la protection de l'environnement et du patrimoine culturel, sur la recherche de pointe, sur les progrès de l'instruction et sur la formation professionnelle.

Un tel Plan doit avant tout promouvoir l'emploi avec un volume de ressources destinées à des investissements dans des biens publics européens susceptibles de générer quelques millions de postes de travail, en particulier dans les pays au sein desquels l'urgence sociale du chômage de masse a atteint des niveaux alarmants, tels qu'ils pourraient mettre en danger la démocratie elle-même.

Ces ressources financières supplémentaires peuvent être obtenues en mobilisant des ressources propres de l'Union (par exemple celles d'une taxe européenne sur les transactions financières et celles d'une taxe sur les émissions de carbone), des capitaux privés (avec des *Project bonds* européens) et des ressources mises à disposition par la Banque européenne d'investissement.

La coopération intergouvernementale s'est avérée totalement insuffisante. Le Parlement européen est en train de changer, en vue aussi des élections de 2014. Mais pour donner une impulsion décisive à un processus trop lent, il faut qu'une voix s'élève enfin de la part des citoyens européens.

D'où l'importance de la proposition, avancée par un vaste rassemblement de forces, par les mouvements fédéralistes et européens, par des syndicats et de nombreuses associations de la société civile, d'une Initiative des Citoyens Européens (ICE) sur la base du Traité de Lisbonne (art. 11), pour un *Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois*. Cette proposition mérite d'être soutenue avec force.

L'intégration européenne a été une grande contribution à la civilisation que l'Europe a offerte au monde après qu'elle se soit par deux fois déchirée, de sa propre responsabilité, à travers deux guerres mondiales sanglantes. Le processus de l'union a assuré à l'Europe la paix pendant plus de 60 ans et un bien-être sans précédent dans l'histoire. Elle a constitué un modèle pour le monde entier.

Tout cela est maintenant en danger. Les citoyens imputent la responsabilité de la crise à l'Europe qui est perçue comme un obstacle, comme une source d'inégalité entre les citoyens et entre les Etats et non plus comme une espérance pour notre avenir. On ne peut s'opposer au retour du nationalisme que si les citoyens exigent que l'Europe démontre qu'elle peut répondre à leurs besoins.

Le moment est donc venu d'ouvrir la voie à une présence active des citoyens européens dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Premiers signataires :

Michel Albert (économiste - Président d'honneur de l'UEF France)
Ulrich Beck (sociologue) - Don Luigi Ciotti (éclésiastique)
Daniel Cohn-Bendit (député européen) - Monica Frassoni, coordinatrice Parti Vert Européen
Emilio Gabaglio (ancien Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats - CES)
Pascal Lamy (ancien Directeur de l'Organisation mondiale du commerce - OMC)
Yves Mény (universitaire, ancien Directeur de l'Institut universitaire européen de Florence)
Romano Prodi (ancien Président de la Commission européenne et ancien Président du Conseil italien)
Salvatore Settis (intellectuel) - Dusan Sidjanski (Centre européen de la Culture)
Barbara Spinelli (journaliste, éditorialiste à *La Repubblica*)